

IRAN

Au moins huit morts et des arrestations au sein de l'opposition

Le pouvoir iranien a resserré l'étau autour de l'opposition en procédant à des arrestations hier au lendemain d'une des journées de manifestation les plus violentes depuis la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en juin, dont le bilan s'est alourdi à au moins huit morts.

Huit personnes ont été tuées dans les manifestations de dimanche en Iran, a indiqué hier la chaîne en anglais de la télévision d'Etat Press-TV, citant le Conseil suprême de sécurité nationale (SNSC).

Le bilan restait toutefois incertain. Alors que l'opposition recensait dans la capitale au moins cinq morts, dont quatre tués par balle, les autorités ou les médias officiels ont évoqué quatre, puis cinq puis même plus de quinze morts.

Cette mobilisation de l'opposition au président Ahmadinejad a été la plus massive et la plus sanglante depuis les grandes manifestations qui avaient suivi sa réélection contestée en juin et qui avaient fait 36 morts selon le gouvernement et 72 selon l'opposition.

Hier, plusieurs personnalités proches du pouvoir ont appelé à intensifier la répression contre l'op-



Photos : DR

position et, selon le site des parlementaires d'opposition Parlemannews.ir, cinq personnalités de l'opposition ont été arrêtées.

Morteza Haji, ancien ministre et directeur général de la fondation Baran de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami, et son adjoint Hassan Rassouli, ont été arrêtés hier matin, selon le site.

Trois des principaux conseillers de l'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi — Ali Reza Beheshti, Ghorban Behzadian-Nejad et Mohammad Bagherian — ont également été arrêtés, selon la même source. M. Moussavi, rival malheureux du président Ahmadinejad à la présidentielle, est devenu depuis l'un des leaders de

l'opposition et la bête noire du pouvoir. Le journaliste et défenseur des droits de l'homme Emadeddin Baghi et d'autres militants de l'opposition réformatrice ont également été arrêtés hier.

«Le moment est venu de convoquer devant la justice les chefs du mouvement hypocrite et de la conspiration, notamment Moussavi», a déclaré le chef de la Commission de la justice du parlement, l'hodjatoleslam Ali Shahrokhi cité par l'agence Irna.

L'un des neveux de M. Moussavi a été tué par balle lors des manifestations de dimanche à Téhéran.

L'ayatollah conservateur Ahmad Khatami, imam de la prière du vendredi à Téhéran, a appelé lui aussi

la justice à cesser de «faire preuve de tolérance à l'égard des chefs de la conspiration», vocable désignant l'opposition.

Par ailleurs, l'ancien ministre des Affaires étrangères iranien Ibrahim Yazdi, chef du Mouvement de libération de l'Iran (MLI, opposition libérale), a été arrêté dans la nuit de dimanche à hier lundi à son domicile par les services de sécurité, selon un site internet d'opposition. Il avait été convoqué la semaine dernière au ministère des Renseignements mais ne s'était pas rendu à cette convocation, a précisé le site.

Du côté de l'opposition, seul l'ancien président du Parlement Mehdi Karoubi s'est exprimé pour dénoncer un pouvoir qui «envoie un groupe sauvage pour réprimer les gens». Des agents de sécurité ont, par ailleurs, perquisitionné hier les bureaux du magazine féminin Irandokht dirigé par l'épouse de M. Karoubi, et ont saisi ses ordinateurs, selon le site d'opposition Advanews.

La répression des manifestants a été condamnée par la France qui a affirmé qu'elle «ne mène nulle part» et jugée «inacceptable» par la chancelière allemande Angela Merkel. Le Canada l'a aussi condamnée et a réclamé la restauration des droits de l'homme dans le pays.

Arrestation du journaliste et militant des droits de l'homme Emadeddin Baghi



La police a arrêté hier à Téhéran le journaliste et défenseur des droits de l'homme Emadeddin Baghi, selon le site Rahesabz, l'un des principaux forums de l'opposition au président Mahmoud Ahmadinejad.

M. Baghi, qui dirige l'Association pour la défense des droits des prisonniers, a obtenu le Prix des droits de l'homme de la République française en 2005 pour sa campagne en faveur de l'abolition de la peine de mort en Iran.

Le militant des droits de l'homme, qui a fait plusieurs séjours en prison ces dernières années pour avoir «mis en danger la sécurité nationale», a été également désigné «journaliste de l'année» par la presse britannique en 2008.

Lors de l'élection présidentielle de juin, M. Baghi a soutenu l'ancien président réformateur du parlement Mehdi Karoubi, devenu depuis l'un des leaders de l'opposition au gouvernement dont il conteste la légitimité.

Les agents de la sécurité qui ont arrêté M. Baghi se sont montrés «très agressifs envers sa famille et ses filles», a précisé Rahesabz.

L'arrestation de ce journaliste et militant des droits de l'homme internationalement reconnu est intervenue dans le cadre d'une série d'arrestations lancée hier par les autorités contre des proches des principaux dirigeants de l'opposition, au lendemain de manifestations antigouvernementales qui ont secoué tout l'Iran.

Ces manifestations, les plus importantes depuis celles qui avaient suivi la réélection contestée du président Ahmadinejad en juin, ont fait au moins huit morts dans tout le pays, selon les chiffres officiels.

Disparition du corps du neveu de Moussavi tué dimanche à Téhéran

Le corps de Seyyed Ali Moussavi, neveu du leader d'opposition iranien Mir Hossein Moussavi, tué lors des manifestations de dimanche à Téhéran, a disparu de l'hôpital où il avait été transféré, a indiqué hier le frère de la victime à un site Internet d'opposition.

«Le corps de mon frère a été emporté de l'hôpital et nous ne pouvons pas le retrouver», a déclaré Reza Moussavi à Parlemannews, site de la faction minoritaire d'opposition au Parlement. «Personne n'accepte de reconnaître

avoir pris le corps, personne ne nous répond», a-t-il ajouté. L'agence officielle Irna a toutefois affirmé un peu plus tard que «le corps (du neveu de M. Moussavi) ainsi que ceux des quatre autres victimes des troubles de Téhéran étaient gardés pour l'enquête policière et l'autopsie».

Selon sa famille, le neveu de 35 ans de l'ancien Premier ministre de l'imam Khomeiny a été tué par balle dimanche dans le centre de Téhéran lors des manifestations de l'opposition violemment réprimées par les forces de l'ordre. Les manifestations antigouvernementales de

dimanche ont fait un total de 8 morts dans tout le pays, selon le dernier chiffre officiel communiqué par les autorités. Selon l'opposition et la police, cinq manifestants ont été tués à Téhéran.

L'opposition a affirmé que quatre d'entre eux avaient été victimes de tirs, tandis que la police, qui a démenti toute implication, a annoncé une enquête.

Le chef de la police de Téhéran Azizollah Rajabzadeh a précisé hier à l'agence Irna qu'«une enquête est en cours sur la mort du neveu de Moussavi» et que «ses résultats seront annoncés bientôt».

Merkel juge «inacceptable» l'action des forces de sécurité iraniennes

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé lundi «inacceptable» l'intervention des forces de sécurité iraniennes contre des manifestants dimanche, qui ont fait huit morts selon une télévision d'Etat.

«Je condamne les récents affrontements violents en Iran, au cours desquels l'intervention inacceptable des forces de sécurité a coûté la vie à plusieurs personnes», a déclaré la chancelière dans un communiqué. «Que les proches des victimes soient assurés de ma compassion», a-t-elle ajouté.

Rappelant à l'Iran ses obligations liées au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'Onu, signé et ratifié par

Téhéran, elle a enjoint les autorités iraniennes de ne pas empêcher «la liberté d'expression des opinions par le biais de manifestations pacifiques» et de ne «pas les réprimer par la violence».

Elle a appelé les dirigeants iraniens à «empêcher une nouvelle escalade et à chercher une solution pacifique aux querelles politiques internes» par le dialogue.

Un peu plus tôt, le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle, avait condamné «avec la plus grande fermeté l'intervention brutale des forces de sécurité iraniennes contre les manifestants».

Le ministre avait lui aussi rappelé à l'Iran son obligation de respecter les droits civils et politiques de ses citoyens. «La communauté internationale y veillera et ne

détournera pas le regard», avait-il averti.

Le bilan exact des affrontements en marge de manifestations antigouvernementales dans plusieurs grandes villes d'Iran dimanche était très incertain.

La chaîne en anglais de la télévision d'Etat Press-TV a avancé le chiffre de huit morts dans tout le pays, citant un bilan du Conseil suprême de sécurité nationale (SNSC), alors que côté officiel plusieurs versions contradictoires ont été diffusées.

Les sites internet de l'opposition avaient recensé dimanche au moins cinq morts, dont quatre par balles, lors des émeutes à Téhéran et évoqué quatre morts non confirmés lors de manifestations à Tabriz (nord-ouest de l'Iran). Outre Téhéran et Tabriz, l'opposition affir-



mait que des affrontements avaient eu lieu à Machhad (nord-est), Ispahan (centre) et Shiraz (sud).